

L'A380 vote « Non » !

28 avril 2005

Dernier argument des partisans du « oui » au traité constitutionnel: l'A380 serait une raison de plus de voter « oui ».

Quelques vérités :

Airbus est un programme né de la coopération entre trois Etats : France, Allemagne et Grande Bretagne. Ces trois Etats ont décidé de financer une industrie aéronautique européenne. C'est l'opposé des règles de concurrence libre et non faussée présentées 33 fois dans le traité constitutionnel).

Ce sont des industries nationales (Sud Aviation, puis SNIAS, DASA et anglaises) qui réaliseront le programme. Là aussi, pas de mise en concurrence. Les programmes (Concorde, A300,...) étaient soutenus par les compagnies aériennes nationales des ces trois pays. Là aussi, pas de mise en concurrence. Enfin, pendant trente ans, les aides directes ou non des Etats ont permis à cette industrie aéronautique d'exister et de se développer. Trente années d'investissements publics pour arriver à maturité. On est aux antipodes du libéralisme, des actionnaires exigeant une rentabilité à deux chiffres, de la mise en concurrence et de la rentabilité immédiate.

Pour finir, dans les nombreuses périodes de vaches maigres qu'ont connues notamment les usines toulousaines, la volonté des Etats, à la suite des luttes des salariés, a été de garder cette industrie à tout prix. Les salariés ont donc fabriqué des téléés (Téléavia), des frigos (Frigéavia), des caravanes (Caravelair) pour maintenir le potentiel humain et technique, en attendant des jours meilleurs.

SI, DES LE DEBUT, LES REGLES GRAVEES DANS LE MARBRE DE LA CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSEE AVAIENT ETE APPLIQUEES, IL N'Y AURAIT ACTUELLEMENT NI D'A380, NI D'INDUSTRIE AERONAUTIQUE CIVILE EUROPEENNE.

Comme l'a écrit un ancien de la CGT d'Airbus. Si l'A380 pouvait voter, il aurait voté « Non » au traité constitutionnel.

A noter.

Je ne me suis placé que du point de vue industriel. Pour les droits sociaux des salariés du secteur aéronautique, la situation est beaucoup moins réjouissante : heures supplémentaires en pagaille, sous-traitance en cascade, gourmandise sans fin des actionnaires, harcèlement moral (Papon a été PDG des usines toulousaines). Pas vraiment des avancées sociales.

Jean-Michel Audouin